

L'INTERNATIONALE PROGRESSISTE ET ISRAËL

Philippe Velilla

L'isolement diplomatique d'Israël n'est pas sans lien avec la rupture intervenue entre l'État juif et une gauche de plus en plus sensible au discours altermondialiste. Le soutien massif à la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien doit beaucoup à cette mobilisation de l'Internationale progressiste.

A la différence de l'Internationale conservatrice¹, l'Internationale progressiste est organisée depuis longtemps². Mais la puissance des organisations politiques transnationales ne doit pas être surestimée. L'internationale communiste a disparu³, et l'Internationale socialiste⁴, comme ce qui reste de la IV^e Internationale trotskyste⁵ n'a jamais eu l'influence qu'on a pu leur prêter. Leur mode de fonctionnement s'apparente plutôt à celui

d'une confédération, à un lieu d'échange d'informations qui n'attire guère l'attention des médias, ni même celle des militants. Il existe pourtant une Internationale progressiste informelle autour d'un socle idéologique commun aux partis de gauche. Au-delà des clivages qui divisent en leur sein les partisans de l'économie de marché et ceux plus favorables à une présence massive de l'État, tous se prononcent pour une intervention de la puissance publique régulant l'économie, une fiscalité correctrice des inégalités, une promotion de l'égalité des chances, une conception de la démocratie faisant appel à des formes d'intervention populaire comme le syndicalisme. Au plan international, les partis progressistes militent en faveur d'un rééquilibrage du pouvoir en faveur des pays du Sud, d'une société mondiale dépendant moins des grandes puissances au profit d'organisations internationales dotées de vrais moyens d'intervention. Le droit à l'autodétermination, issu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, héritage de la philosophie des Lumières, occupe une place de choix dans la pensée et l'action des partis progressistes. Au Proche-Orient, cette conception avait conduit ces partis à soutenir la création de l'État d'Israël. Les choses ont bien changé depuis, ce qui place souvent le Parti travailliste israélien dans une position inconfortable.

Le Parti travailliste et l'Internationale Socialiste

En 1948, la création de l'État d'Israël avait bénéficié d'un large soutien dans les partis de gauche, communistes compris. En dépit d'une critique initiale du sionisme, Staline soutint la créa-

1. Voir notre article dans cette même revue n° 16/2011, *L'internationale conservatrice et Israël*, pp. 171-179.

2. Karl Marx a fondé la première Internationale (l'Association internationale des travailleurs) en 1864.

3. L'Internationale communiste, fondée en 1921 a été dissoute en 1943, et le Kominform qui lui avait succédé a disparu en 1956.

4. L'Internationale socialiste existe sous sa forme actuelle depuis le congrès de Francfort de 1951, mais son histoire remonte à la fondation de l'Internationale ouvrière en 1889.

5. La IV^e Internationale, fondée par Trotsky en 1938, connaît une histoire marquée par les scissions du mouvement.

tion d'Israël, comptant disposer avec le jeune État juif d'un allié contre la puissance coloniale britannique. Le nationalisme arabe se révélant bien plus utile, l'Union soviétique ne tarda pas à prendre ses distances avec Israël, avant de se ranger durablement dans le camp de ses ennemis. Pour les socialistes, le soutien à Israël était érigé au rang de position de principe, et se traduisait principalement sur deux plans. Sur le plan idéologique, la gauche non communiste manifestait un vif intérêt pour la riche expérience socialiste menée par les travaillistes israéliens avec la Histadrout, le kibboutz, une économie mixte largement contrôlée par le mouvement ouvrier. Sur le plan diplomatique et militaire, les socialistes français étaient à l'avant-garde du soutien à Israël et à son armée, jouant un rôle décisif pour que le jeune État accède à la puissance nucléaire. Ce soutien inconditionnel à Israël était largement partagé dans les rangs de la social-démocratie européenne. Au sein de ce qui n'était pas encore le Parlement européen, les représentants socialistes jouèrent ainsi un rôle clé dans le soutien unanime apporté à Israël pendant la guerre des Six Jours. À partir de cette date, l'occupation des Territoires devait entraîner le délitement des relations entre la gauche et Israël. Le basculement se produisit avec la guerre du Liban (1982) qui transforma radicalement l'image de l'État d'Israël, passant du statut d'agressé à celui d'agresseur. La première Intifada (1987), puis la deuxième (2000), la seconde guerre du Liban (2006), et l'opération *Plomb Durci* (2008) achevèrent de dégrader l'image de l'État juif aux yeux des progressistes du Monde entier, même si cela n'est pas toujours clairement exprimé.

Officiellement, l'Internationale socialiste (IS) exprime des positions équilibrées sur le conflit au Proche-Orient : un soutien à l'existence d'Israël, à sa sécurité, comme à la création d'un État

palestinien. Cet équilibre est bien respecté dans l'organisation des débats sur le conflit. Ainsi, les 9 et 10 juin 2011, lors d'une réunion du Comité Moyen-Orient de l'IS, des représentants du Parti travailliste israélien, de Meretz et du Fatah purent s'exprimer. L'intérêt de ce type de rencontres n'est pas à négliger : dans les périodes de tensions, l'IS est l'un des rares lieux où des éléments modérés des deux camps peuvent encore dialoguer. On peut d'ailleurs noter de larges convergences chez les représentants des protagonistes : le besoin urgent de reprendre les négociations, de soutenir le droit à l'autodétermination du peuple palestinien à un État, l'appel à mettre fin à la colonisation des territoires. Mais lorsqu'il s'agit d'aboutir à des conclusions opérationnelles, les positions exprimées sont beaucoup moins consensuelles. Ainsi, à l'issue de la réunion précitée, le communiqué final reprit quasiment toutes les revendications palestiniennes⁶, en faisant référence à l'initiative de paix arabe⁷. Il est vrai que le Parti travailliste n'a jamais répondu très clairement à cette initiative datant de 2002, et qui a été réactivée à plusieurs reprises. Plus généralement, les travaillistes israéliens n'ont jamais exprimé de position unanime sur les modes de résolution du conflit. C'est le drame de la gauche israélienne. Les plus pacifistes souhaitent aboutir rapidement à un accord sur les bases posées dès 2000 avec les « *paramètres Clinton* » et renouvelées le 19 mai

6. Voir la Déclaration du Comité Moyen-Orient de l'Internationale Socialiste (SIMEC) du 9-10 juin 2011.

7. Ce plan lancé en 2002 par l'Arabie saoudite, et entériné par la Ligue arabe, offre à Israël une normalisation de ses relations avec l'ensemble des pays arabes en échange d'un retrait total des territoires occupés depuis 1967 et d'une *solution juste* pour les réfugiés palestiniens.

2011 par le président Barack Obama : la création d'un État Palestinien démilitarisé « *sur les lignes de 1967 avec des échanges sur lesquels les deux parties seraient d'accord* ». Mais l'aile "réaliste" du Parti travailliste, soucieuse de ne pas se couper d'une partie de l'électorat de gauche, ou de ce qui en reste, est plus réticente, et exprime notamment les plus grandes réserves sur un désengagement israélien de la partie orientale de Jérusalem. Au total, un certain flou idéologique nuit à la crédibilité du Parti travailliste israélien sur la scène internationale. Mais ces difficultés internes n'expliquent pas tout. Au sein de l'Internationale socialiste, la légitimité d'Israël est parfois remise en cause subrepticement. Alfonso Guerra, ancien numéro deux du PSOE et du gouvernement espagnol, rapporte à cet égard un incident significatif : en 1975 à l'occasion du congrès du SPD tenu à Heidelberg, le micro fut volontairement coupé pour empêcher le représentant du parti travailliste, Itzhak Rabin, de prendre la parole afin de protester contre l'adoption de la résolution de l'ONU du 10 novembre 1975 assimilant le sionisme à un racisme⁸. De façon très significative, l'auteur poursuit sa narration en expliquant qu'il admire les idées de George Steiner, Juif hostile au sionisme⁹. Autant dire que la position des socialistes européens concernant Israël est souvent trouble, s'apparentant à un phénomène de dissociation mentale : une véritable schizophrénie politique.

8. Alfonso Guerra, *Cuando el Tiempo nos Alcanza, Memorias 1940-1982*, Espasa, Madrid, 2004, p. 160.

9. Sur George Steiner, voir l'article d'Amnon Rubinstein, *George Steiner's Zionist Heresies* dans l'édition anglaise de *Haaretz* du 27 janvier 2004 (disponible sur internet).

Schizophrénie socialiste

Ce comportement est général en Europe, mais à des degrés divers. Dans la catégorie des partis les plus modérés à l'égard d'Israël, il ne reste plus guère que le SPD allemand, pour des raisons historiques évidentes. Le poids du passé continue de peser sur les choix de la gauche allemande : même le parti *Die Linke*, constitué à la gauche du SPD, a adopté en juin 2011 une résolution interdisant à ses membres de participer à la seconde flotille pour Gaza. Mais à la base, dans certaines des sections de *Die Linke* (à Brême, à Duisbourg...) comme chez certains élus locaux du SPD, l'hostilité à la politique israélienne s'exprime ouvertement. Plus généralement, la volonté des nouvelles générations de mettre fin à la *culpabilité allemande* ne devrait pas rester sans conséquence sur les relations entre Israël et la gauche de ce pays.

Dans la catégorie des partis sociaux-démocrates de plus en plus hostiles à Israël, le Parti socialiste francophone de Belgique occupe une place de choix. Alors qu'il comptait autrefois dans ses rangs nombre de responsables pro-israéliens, le PSB se situe désormais du côté des critiques virulents de l'État juif au Parlement comme dans la rue. Certains de ses élus, comme l'ancien ministre André Flahaut, s'affichent ouvertement aux côtés des éléments les plus antisionistes de la société belge¹⁰. D'autres, comme l'eurodéputée Véronique de Keyser, se sont spécialisés dans la critique d'Israël au Parlement européen. Le PSOE espagnol aussi, est passé d'une grande proximité

10. Viviane Teitelbaum, *Le psychodrame de la Nakba, une « passion » médiévale dans la Belgique aujourd'hui*, *Controverses*, n° 10, mars 2009, pp. 207-212.

avec Israël à une hostilité de plus en plus systématique. Il est loin le temps où le président du Conseil, Felipe Gonzalez, déclarait que la reconnaissance d'Israël par l'Espagne (1986) était l'un des actes majeurs de sa politique étrangère. La gauche espagnole est en pointe dans la dénonciation de l'État juif, et les militants socialistes sont nombreux à descendre dans la rue pour l'exprimer. Sur un plan plus officiel, les dirigeants de la diplomatie espagnole comme Miguel Angel Moratinos, font pression au niveau de l'Union européenne pour qu'elle condamne plus fermement la politique israélienne. L'ambassadeur d'Israël en quittant son poste en 2011, devait résumer ses quatre années à Madrid en manifestant un sérieux dépit :

« Qu'est-ce qui a changé, dans les relations entre l'Espagne et Israël ? Cela ne fait aucun doute que l'Ambassade a vécu des périodes douloureuses pendant ces années. »

Dans la plupart des autres partis de la social-démocratie européenne, la situation est plus contrastée, parfois confuse, mais l'évolution est nette : la critique d'Israël est de plus en plus fréquente, et débouche parfois sur des actions publiques. Le Parti démocrate italien, qui fédère désormais toute la gauche non communiste, traduit très bien cette évolution, hésitant à prendre des positions tranchées en raison de la variété de ses composantes. Mais la grande proximité du gouvernement Berlusconi avec Israël suscite des mouvements inverses dans les rangs du principal parti d'opposition. Au sein du Parti travailliste britannique, la condamnation d'Israël ne fait pas toujours l'unanimité, mais dispose de puissants relais. Ken Livingstone pendant ses deux mandats à la mairie de Londres (2000-2008), fut un critique virulent n'hésitant pas à accuser Israël de pratiquer le *nettoyage ethnique*, et à qualifier

Ariel Sharon, Premier ministre à l'époque (2005), de *criminel de guerre*. Le Parti travailliste britannique est également fortement soumis à la pression des syndicats dont il est proche, comme la *University and College Union*, représentant des enseignants du supérieur, qui fait régulièrement adopter par ses congrès une résolution de boycott des universités israéliennes¹¹. En Norvège, le mouvement de boycott, impulsé par le Parti socialiste de gauche¹² et sa dirigeante, Kristin Halvorsen, est officiellement contesté par ses partenaires de la gauche modérée. Mais au sein du Parti travailliste, et plus encore dans les rangs de son mouvement de jeunesse, les actions radicales dirigées contre l'État juif rassemblent de plus en plus de militants.

En France aussi, le Parti socialiste connaît bien des tourments. Contrairement à une opinion complaisamment répandue dans la communauté juive, il fait souvent preuve d'une grande prudence politique lorsqu'il doit s'exprimer sur le Proche-Orient. Mais nombre de ses militants, élus, dirigeants, et le Mouvement de la jeunesse socialiste, s'affranchissent allègrement des orientations modérées prônées par la direction nationale. Ainsi, lors de l'opération *Plomb durci* à Gaza (décembre 2008-janvier 2009), le Parti socialiste condamna l'intervention israélienne en termes très mesurés, en souhaitant que « *les responsables israéliens et palestiniens retrouvent le*

11. Voir le témoignage de Robert Fine, de la Warwick University, au premier colloque européen de J Call tenu le 19 juin 2011 à Paris (disponible sur Internet).

12. Formation réunissant les communistes et les représentants d'autres petites formations (comparable au Front de gauche créé en 2009 par le PCF et Jean-Luc Mélenchon).

chemin de la négociation, nécessaire à une paix durable dans la région »¹³. Mais cette modération ne faisant pas l'unanimité¹⁴, le PS laissa ses fédérations et militants libres de se joindre ou non aux manifestations organisées par l'extrême gauche et les organisations pro-palestiniennes. À l'occasion du cinquième anniversaire de l'enlèvement de Guilad Shalit, la Mairie de Paris fut l'une des rares municipalités socialistes à afficher le portrait du jeune franco-israélien pendant quelques jours au fronton de l'Hôtel-de-Ville. On notera également qu'en juin 2011, Martine Aubry, première secrétaire, avait reçu Noam Shalit, le père de Guilad. S'agissant du boycott, lors d'un dîner du CRIF tenu à Lille le 8 novembre 2010, la même Martine Aubry, avait condamné nettement cette pratique :

« ceux qui prônent le boycott se trompent de combat : au lieu de porter la paix, ils portent l'intolérance, ils portent la haine. Et quand on veut un chemin de paix, on ne commence pas par porter cela ».

Mais dans les mairies communistes, en pointe sur le boycott des produits israéliens, on n'entendit guère les élus socialistes élever de protestation. Un même silence prévaut face à la mobilisation du PCF et de ses municipalités en faveur de Salah Hamouri, jeune franco-palestinien condamné en Israël, sous l'accusation de préparation d'un attentat contre le Grand-Rabbin Ovadia Yossef, mentor du Shas¹⁵. De façon similaire, après avoir nette-

ment condamné l'assaut donné à la première flottille pour Gaza en mai 2010 par la marine israélienne¹⁶, le Parti socialiste ne fit guère entendre sa voix à l'égard de la deuxième flottille. Mais dans les courants le plus à gauche du Parti, un soutien à cette initiative s'exprima nettement¹⁷, et nombre d'élus socialistes, dont plusieurs parlementaires¹⁸ soutinrent l'appel *Un bateau français pour Gaza*, dénonçant notamment *une politique illégale d'enfermement et d'actions militaires*. Le mouvement de la jeunesse socialiste est souvent en pointe sur ces questions. Ainsi, lors de l'arraisonnement de la première flottille pour Gaza, il proclamait sa volonté de *ne pas laisser les extrémistes dicter leur loi*, mais pour aussitôt conclure :

Les Jeunes socialistes appellent les gouvernements, le Quai d'Orsay en [sic] premier chef, à prendre des sanctions fermes et contraignantes vis-à-vis d'Israël afin de lui faire prendre conscience des rapports de forces réels¹⁹.

À l'extrémité de la palette, on trouve une sénatrice socialiste, Monique Cerisier-Ben Guiga, qui, le 28 juin 2011, lors d'une rencontre avec des parlementaires israéliens, accusa Israël de *colonialisme*, qualifia Guilad Shalit de *prisonnier de guerre*, et refusa de répondre à la question de

13. Déclaration de Martine Aubry, première secrétaire du PS, le 28 décembre 2009 : Communiqué du 28 décembre 2011.

14. Voir l'interview de Malek Boutih, secrétaire national du PS sur BFM TV le 15 janvier 2009 (disponible sur *Dailymotion*).

15. Voir l'article de Pierre Barbancey dans *l'Humanité* du 27 juillet 2009 : *Salah reste en prison*.

16. Voir la déclaration de Benoît Hamon, porte-parole du PS du 31 mai 2010.

17. Voir par exemple l'article de Philippe Lewandowski, *La seconde flottille de la liberté*, en date du 9 avril 2011 sur le Blog de Démocratie & Socialisme (courant du PS animé notamment par Gérard Filoche).

18. Parmi les signataires, on relève les noms d'Henri Emmanuelli et de Louis Mermaz.

19. Publication du 2 juillet 2010 sur le site du MJS.

savoir si elle reconnaissait Israël comme un *État de droit*.

Au-delà de la diversité des opinions exprimées au sein des partis sociaux-démocrates européens, on constate donc un décalage grandissant entre le discours et la pratique politiques. Le discours de la direction traduit une volonté d'équilibre, de prudence diplomatique que l'on retrouve chez tous les responsables d'un certain niveau qu'ils soient au pouvoir ou aspirent à y être. À la base, où ces précautions ne sont plus de mise, les critiques vis-à-vis d'Israël s'expriment abondamment, et on observe de plus en plus souvent une pratique politique qui doit beaucoup à l'altermondialisme.

L'influence de l'altermondialisme

Cette influence est très nette chez les militants associatifs, les syndicalistes, les élus locaux, les représentants des mouvements de jeunesse qui travaillent au quotidien avec des partenaires communistes, écologistes ou trotskystes. Le processus est complexe mais logique. Les partis sociaux-démocrates hésitant à prendre des positions claires, leurs militants et leurs publics sont perméables à des prises de position plus critiques vis-à-vis d'Israël. La porosité est d'autant plus grande que le discours altermondialiste sur le conflit israélo-palestinien a le mérite d'être clair à défaut d'être nuancé : le sionisme, figure de proue du colonialisme et de l'impérialisme, s'oppose par la force à la naissance d'une Palestine, symbole du mouvement de libération nationale des peuples opprimés. Cette thématique s'est progressivement imposée à gauche, où, après la décolonisation de l'Afrique noire, les indépendances en Afrique du Nord, et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, elle est devenue la grande cause internationale à défendre.

Mais le discours antisioniste dans sa version altermondialiste ne se limite pas à la question du conflit avec les Palestiniens. Ainsi, José Bové, figure emblématique du mouvement en France, n'a pas hésité à qualifier Israël *de sentinelle avancée du libéralisme sauvage*. Au titre des autres griefs formulés à l'égard de l'État juif, on trouve pêle-mêle : la place grandissante de la religion, les discriminations subies par les minorités, la croissance des inégalités entre les couches sociales... comme si ces maux n'assaillaient pas toutes les démocraties occidentales. En fait, ces accusations thématiques constituent autant de pièces de l'acte d'accusation général introduisant un procès en légitimité de l'État juif. Ainsi, le succès rencontré par l'ouvrage de l'universitaire israélien Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*²⁰ auprès de l'intelligentsia parisienne²¹ n'est pas innocent. On remarquera que ces accusations ne sont pas le monopole de l'altermondialisme, et que le discrédit de l'État d'Israël a envahi l'espace politique bien au-delà de la gauche. Mais chez les plus engagés de l'Internationale progressiste, cette façon de penser, de parler et d'écrire à propos d'Israël, va plus loin et soulève des questions où, malgré les non-dits, c'est bien la légitimité d'un État juif qui est en cause :

Y a-t-il un peuple israélien ? Ne serait-il pas une pure invention du complexe militaro-industriel, du lobby juif ? D'ailleurs le peuple juif existe-t-il vraiment ? Et même dans cette hypothèse, a-t-il le droit à l'autodétermination sur cette terre au nom d'une vieille histoire ? La cohabitation dans un seul État binational

20. Fayard, Paris, 2008.

21. Voir par exemple la critique enthousiaste de ce livre par Jacques Julliard, dans le *Nouvel Observateur* du 19 février 2009 : « Le fantôme de Canaan ».

ne serait-elle pas la meilleure formule réglant en même temps la question des frontières et celle des réfugiés ?

L'influence de l'altermondialisme n'est pas seulement idéologique. Elle a des conséquences diplomatiques majeures. C'est en Amérique latine, où ce courant est solidement ancré, que le mouvement de soutien à la reconnaissance unilatérale de l'État palestinien à l'ONU a été lancé. Des pays aussi influents que le Venezuela d'Hugo Chavez, antisioniste notoire, le Brésil de Lula et de Dilma Rousseff, l'Argentine de Cristina Kirchner, figures importantes de l'Internationale progressiste, ont joué un rôle clé dans ce mouvement, entraînant la plupart des pays de la région. Le mouvement de reconnaissance unilatérale a été rapidement relayé dans le reste du Monde, particulièrement sur le Vieux Continent, où la gauche s'est rapidement emparée de cette revendication. Ainsi, le Parti socialiste français, après avoir rappelé sa traditionnelle position d'équilibre, y ajoutait les propositions de Barack Obama : « *Sur la base des frontières de 1967, il appartiendra aux Israéliens et aux Palestiniens de procéder à des échanges égaux de territoires en vue d'établir les frontières définitives de l'État palestinien, de régler la question du statut de Jérusalem, qui a vocation à être la capitale des deux États, et la question des réfugiés.* » Mais la conclusion politique de cette prise de position était beaucoup moins nuancée, puisque le PS appelait la France « *à reconnaître l'État palestinien et à faire tous les efforts possibles pour que l'Union européenne défende cette reconnaissance* »²²...

22. Communiqué du 15 juin 2011 (disponible sur Internet).

À ce niveau, cet appel avait toutes les chances d'être entendu, puisque le *Groupe des anciens dirigeants européens*, dont les prises de position font autorité, fit encore moins dans la nuance en déclarant :

« L'Europe ne peut s'opposer à cette demande légitime des Palestiniens. Refuser de leur reconnaître l'indépendance après avoir soutenu leurs efforts, après avoir reconnu qu'ils se sont rapprochés de cet objectif en construisant un système de gouvernance cohérent et après avoir reconnu qu'ils ont coopéré avec Israël sur les questions de sécurité serait contredire directement et de manière inacceptable nos propres positions et nos propres politiques »²³.

Ici aussi, on notera que la gauche n'est pas seule à défendre ces idées. Ce texte a été signé par des personnalités de droite comme le Français Jean-François Poncet, et Alain Juppé était membre du Groupe jusqu'à sa nomination comme Ministre d'État en novembre 2010. Mais les représentants de la social-démocratie européenne, et non des moindres, ont joué un rôle décisif pour que ce groupe s'exprime en ce sens. Parmi les signataires du texte précité, on trouve ainsi les socialistes français Lionel Jospin, Michel Rocard et Hubert Védrine, le socialiste belge Louis Michel, le socialiste espagnol Felipe Gonzalez, l'ancien dirigeant italien du parti de l'Olivier, Giuliano Amato... On se gardera bien ici de penser qu'en défendant le droit des Palestiniens à un État, la gauche européenne adopte l'intégralité du discours altermondialiste. Les partis sociaux-démocrates savent encore faire la part des choses. Mais force est de constater que cet exercice d'équilibre

23. Déclaration du 25 juillet 2011 (disponible sur le site du PS).

est de plus en plus difficile à exprimer, et que lorsqu'il s'agit de prendre position sur des alternatives, l'Internationaliste progressiste sait trancher et le fait toujours dans le même sens.

*

Au total, le constat s'impose : le parti de l'unilatéralisme et du boycott est en train de gagner la partie au sein de toutes les gauches. En d'autres termes, entre l'Internationale progressiste et Israël, le stade de l'incompréhension a été dépassé depuis longtemps pour laisser la place à une grande méfiance, dont rien ne montre qu'elle pourrait être surmontée. Au contraire, entre un gouvernement israélien qui s'obstine dans une politique de l'impasse, et un monde arabe en proie à des révolutions au sort incertain, tout laisse craindre que les adversaires de l'État juif verront leurs positions renforcées. Ce phénomène entraîne

d'importants dommages collatéraux. D'abord, au sein de l'Internationale progressiste, où les voix qui prônent des solutions au conflit israélo-palestinien fondées sur la modération et la raison sont de plus en plus marginalisées. Ensuite, dans les communautés juives d'Europe, où la gauche est devenue quasiment inaudible²⁴. En Israël enfin, où les prises de position hostiles à Israël de l'Internationale progressiste facilitent la tâche du Likoud et des autres partis de droite qui disposent ainsi d'un argument supplémentaire pour discréditer une gauche déjà bien affaiblie et qui n'avait pas vraiment besoin de cela.

24. Voir notre ouvrage : *Les Juifs et la Droite*, Editions Pascal, Paris, 2010.